



Privas, le 23 Janvier 2024

Malaise agricole - Rencontre Confédération paysanne 07 - Préfecture de l'Ardèche

Défendre la GARANTIE D'UN REVENU pour les paysannes et les paysans

Alors que la grogne agricole s'étend et que le Ministère de l'intérieur à ordonné aux Préfecture de rencontrer les représentant.es agricoles, la Confédération paysanne de l'Ardèche a été invitée ce mardi 23 janvier à rencontrer Mme Isabelle Arringhi, secrétaire générale de la Prefecture de l'Ardèche. Nous avons ainsi pu exprimer notre analyse de la situation et nos revendications pour un changement de modèle agricole qui ne se fasse pas au détriment des paysannes et des paysans mais au contraire qui leur permette de retrouver du sens et surtout, un revenu digne pour leur travail !

Solidaires, nous partageons le désarroi des agriculteurs qui souffrent de ce modèle agricole qui ne permet pas de vivre, pour beaucoup, décemment de leur travail.

Le modèle agricole actuel cogéré par les gouvernements successifs et la FNSEA place les paysan.nes en concurrence, encourage le sur-investissement, et occasionne toujours plus de stress, de travail, d'isolement et de mal-être dans el monde agricole... sans rémunérer décemment à la hauteur du travail fourni

Le bilan de la cogestion des politiques agricoles par la FNSEA et les JA depuis 70 ans est sans appel : à la détresse morale et économique sans précédent des paysan.nes, s'accompagne la mise sous dépendance des paysan.ne au système industriel qui s'accapare les marges économiques et le plus grand plan de licenciement de travailleuses et de travailleurs en France¹.

Ainsi, les quelques mesures annoncées ne pourront résoudre cette crise profonde même si certaines d'entre elles pourront avoir un effet de court terme en soulageant les fermes de contraintes inutiles (simplifications de certaines démarches administratives, défiscalisation du GNR,...).

Il y a urgence à transformer en profondeur le modèle agricole tout en accompagnant les paysannes et les paysans dans cette transition nécessaire ! En effet l'imposition de normes sans changement de modèle et une garantie de revenu est immanquablement voué à l'échec et au ressentiment grandissant des paysan.nes largement laissés pour compte par les trop nombreuses injustices de ces choix. Nous devons changer ce modèle agro-industriel plutôt que de continuer à l'accélérer comme le propose de concert la FNSEA (dirigé rappelons le par le président du groupe industriel AVRIL ayant notamment des intérêts dans la production de Biocarburants) , les JA et le Ministre de l'agriculture : c'est cette industrialisation même qui nous tue. La concurrence effrénée que l'on nous impose entre paysans européens nous tue. Les pesticides nous tuent. Le réchauffement climatique nous tue. L'agrandissement de nos fermes nous tue. Proposer de continuer dans cette voie, c'est s'assurer de la disparition encore plus rapide des paysan.nes !

Pour répondre au malaise agricole exprimé par les paysannes et les paysans, nous revendiquons des mesures pour

- . **LA GARANTIE D'UN REVENU** notamment par une récupération de la valeur ajoutée du travail de la production agricole face aux pratiques et aux marges honteuses de l'agro-industrie et de la distribution². Les EGA³ ont été dévoyés, le gouvernement doit imposer des mesures de répartition des marges au lieu de faire des promesses sans jamais aucune amélioration pour le revenu des paysan.nes

1 En Ardèche, 20434 paysans en 1970 contre moins de 3745 en 2020 soit une perte de 80 % des paysan.nes en 50 ans. Par exemple la dérégulation des quotas laitiers accompagnée par la FNSEA a abouti à la disparition de la moitié des fermes laitières en Ardèche en 10 ans (-45 % entre les recensements 2010 et 2020 (source DRAAF)

2 48%, c'est le niveau de marge qu'a atteint l'industrie agroalimentaire en 2022 ! Entre fin 2021 et début 2023, le taux de marge des industries agroalimentaires est passé de 28 à 48 % c'est à dire que sur 100€ de valeur ajoutée, près de la moitié revient à l'agro-industrie Il faut remonter 30 ans en arrière pour trouver pareille profitabilité. (Source Insee) // 57% : l'augmentation de la marge brute de la grande distribution sur le prix des pâtes. Idem pour le beurre, où la grande distribution a « compensé » la baisse de marge des industriels en augmentant la sienne de plus de 13 %. (Source: Observatoire de la Formation des Prix et des Marges Alimentaires)

3 EGA : Etats Généraux de l'Alimentation

- Un revenu rémunérant décemment le travail de la production AGRICOLE.** Toutes les solutions de complément de revenu agricole par de la production d'énergie seront irrémédiablement destructrices et prédatrices pour le secteur agricole et donc la souveraineté alimentaire de notre pays
- Un changement de la répartition des aides agricoles ainsi qu'un fort investissement des pouvoirs publics et de mécanismes de solidarité de toute la filière pour soutenir la transition de notre secteur agricole :** les paysan.nes ne doivent plus être les seuls à payer le prix de cette transition, et les impacts du dérèglement climatique.
- L'arrêt de la libéralisation totale de l'agriculture et des accords de libre-échange qui en sont les vecteurs, un arrêt de la mise en concurrence des paysan.nes entre eux.** Nous dénonçons depuis plusieurs décennies la marchandisation de l'agriculture qui est utilisé comme monnaie d'échange économique sans jamais protéger les paysannes et les paysans
- La préservation et une répartition juste du foncier agricole, de l'eau et de tous les communs :** l'accaparement par une minorité n'est plus supportable et n'est surtout pas durable. L'intérêt général doit primer ! Conscient qu'il n'y a pas d'agriculture sans eau, la question principale est donc surtout la question de sa préservation et de sa répartition
- Une réelle politique volontariste d'installation de renouvellement de générations et d'installation de nouveaux paysan.nes** tout en pour contraindre le phénomène d'accaparement des terres par l'agrandissement et l'accaparement des terres par les sociétés de l'agro-industrie.

Nous sommes convaincus qu'il faut changer de direction TOUT EN ASSURANT UN REVENU AUX PAYSAN.NES pour répondre aux enjeux économiques, sociaux, environnementaux et de souveraineté alimentaire.

Il est urgent de changer structurellement le modèle pour permettre aux paysan.nes de réaliser la nécessaire transition dans le temps, et forte de politiques agricole et alimentaire ambitieuses et innovantes.

Ces conditions sont les seules à même de redonner du sens à notre métier, un juste revenu à chacun, de l'attractivité nécessaire au renouvellement des générations en agriculture et une meilleure reconnaissance et reconnexion avec le reste de la société... seules solutions pour répondre en profondeur au malaise agricole en même temps qu'aux besoins de la société.